

Actualité International



Enfants dans le camp de réfugiés de Zaatari, à une dizaine de kilomètres de la frontière syrienne. KHALIL MAZRAAWI/AFP

Génération exil à Zaatari

AVENIR Dans le nord de la Jordanie se situe le plus grand camp de réfugiés syriens au monde. Il compte 32 écoles

Envoyée spéciale
Camp de Zaatari (Jordanie)

Le long des allées en terre battue, la moitié des habitants sont des enfants, plus de 20 000 sont nés sur place depuis 2012. Du dimanche au jeudi, l'école dite « du Bahreïn » – car en partie financée par cette petite monarchie du Golfe – accueille 1 200 de ces petits réfugiés répartis en deux groupes : les filles le matin et les garçons l'après-midi.

À midi pile, une horde d'adolescents arrive dans la cour. Sous les cris du directeur, ils se rangent en rang devant les drapeaux jordaniens. Une fois en classe, tout va très vite. Les 60 professeurs de l'école ont trois heures pour enseigner toutes les matières du programme jordanien : arabe, anglais, maths, sciences, histoire, éducation religieuse... Un vrai marathon, surtout pour ceux qui ont été déscolarisés pendant plusieurs années à cause de la guerre dans leur pays.

Bourses et dons manquent

« Devoir quitter leur pays a eu un impact sur eux mais, depuis qu'ils ont accès à l'éducation, la plupart ont rattrapé le niveau », assure Abdelaziz Elishraah, le prof de maths. Les 32 écoles du camp de Zaatari sont gratuites, financées par le ministère jordanien de l'Éducation nationale, lui-même financé par l'aide internationale, mais « les donations baissent chaque année », s'inquiète le directeur, Farhan Aboufarhan, qui souhaiterait des classes moins chargées pour permettre aux professeurs de « souffler un peu ». Ce qu'il aimerait surtout, ce sont des bourses, car si les élèves d'Aboufarhan ont le niveau pour passer le bac, les universités sont toutes situées en dehors du camp et imposent des frais de scolarité aux Syriens. L'année dernière, seu-

lement cinq étudiants de l'école du Bahreïn ont pu y aller et, à l'échelle de la Jordanie, seuls 3 % des réfugiés accèdent à des études supérieures. À Zaatari, c'est bien connu, même pour les bons élèves l'avenir est bouché. « Mes enfants vont à l'école, mais ils ne seront pas médecins ou avocats, ils iront ramasser des pierres de terre dans les champs », soupire Abdel Ghani, père de trois garçons et une fille. Alors beaucoup, comme Sofiane Hariri, ont préféré arrêter avant la fin du lycée pour « gagner de l'argent et aider la famille », dit-il. À 23 ans, il est ouvrier céramiste et travaille sur des chantiers en dehors du camp.

Situé en plein désert, à une dizaine de kilomètres de la frontière syrienne, Zaatari abrite depuis 2012 plus de 80 000 personnes parquées dans des constructions modulaires. Pour entrer et sortir du camp ceinturé de fils barbelés, il faut l'autorisation de la police jordanienne. Conçu comme une solution d'urgence, le site s'est transformé en ville au fil des années. Sur la rue principale, surnommée « Chams Elysées » – un jeu de mots entre Damas en arabe et l'avenue parisienne –, les réfugiés ont ouvert des centaines de boutiques où l'on vend des téléphones portables, des vélos, des vêtements ou des falafels. Ici, la plupart des habitants viennent de la province de Deraa, dans le sud de la Syrie, berceau du soulèvement contre Bachar El-Assad en 2011. Sofiane avait 11 ans quand tout a commencé. « Je me souviens très bien de la Syrie, des combats... Quand on est partis, on pensait rentrer chez

nous au bout d'un mois, mais bon, soupire-t-il, ça fait dix ans qu'on dit ça... » D'autres, arrivés trop jeunes ou nés en exil, n'ont aucun souvenir de la Syrie, mais ils se sont construits une mémoire à travers les récits de leurs parents. « Mon père m'a dit qu'on avait des terres là-bas, qu'on les cultivait, explique Mahmoud, 14 ans, lui aussi de Deraa. Pour le moment je ne veux pas rentrer en Syrie, c'est trop dangereux, mais si la paix revient on a gardé les clés de la maison. »

Un filet de sécurité

Parmi les raisons qui pour le moment maintiennent la plupart des réfugiés en exil : la peur des persécutions, la destruction de leurs habitations, le manque de moyens une fois sur place. Pour les jeunes hommes comme Sofiane s'ajoute la peur du service militaire. Obligatoire pour une durée comprise entre dix-huit mois et deux ans, il coïncide certains durant des années pour cause de guerre. Pour y échapper, il existe bien le « badal », une taxe d'exemption, mais celle-ci s'élève à plusieurs milliers d'euros, une somme inenvisageable pour les réfugiés.

En Jordanie, la majorité des 675 000 réfugiés syriens recensés par les Nations unies ont fini avec le temps par s'installer en ville. Si cette décision leur procure plus de liberté de mouvement, elle les prive du filet de sécurité qu'offre le camp – la garantie d'un logement, l'accès gratuit à la santé et à l'éducation. Alors que la Jordanie est elle-même en proie au chômage et à l'inflation, beaucoup de réfugiés sombrent dans l'extrême pauvreté. « Il y a un risque que nous glissions à nouveau dans une crise humanitaire en raison de la crise économique », explique Dominik Bartsch, représentant du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies. Certaines familles ont retiré leurs enfants de l'école ou contracté des dettes impossibles à rembourser. ●

20 000
enfants
sont nés
dans le camp

CHLOÉ DOMAT

Tsahal entre en résistance

ISRAËL Une partie de l'armée s'inquiète d'une plongée dans l'inconnu si la Cour suprême invalide la loi que va voter la Knesset sur l'indépendance des juges

La fièvre ne redescend pas en Israël. Pour la dixième semaine consécutive, des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées hier soir dans les villes du pays. Avec toujours la même exigence, que le gouvernement de Benjamin Netanyahu – considéré comme le plus extrémiste de l'histoire récente de l'État hébreu – abandonne sa réforme du système judiciaire, qui prévoit de saper les prérogatives de la Cour suprême.

Après la mise en garde de plusieurs Prix Nobel ou du stratégique secteur de la high-tech, qui craint de voir les investisseurs fuir l'Israël, l'armée, par la voix de ses réservistes, qui en constituent l'ossature, est à son tour entrée dans la danse pour dénoncer un coup d'État institutionnel et le glissement d'Israël vers un « régime illibéral ».

Des corps d'élite dans le vent de la rébellion

La fronde du prestigieux 69^e escadron de l'armée de l'air a ainsi constitué un choc : 37 de ses 40 pilotes ont refusé mercredi de participer à leur entraînement hebdomadaire. Avec la menace de ne pas obéir aux ordres qui pourraient leur être donnés à l'avenir. Ce vent de rébellion souffle aussi dans d'autres corps d'élite, comme les commandos ou les unités cyber. Jeudi, décrété « jour de la résistance » par les protestataires, ce sont des réservistes de la marine qui sont entrés en action, en bloquant le port d'Haïfa avec ce message : « Dans une dictature, l'accès à la mer reste fermé. »

Le mouvement n'est certes pas général au sein de Tsahal, comme le note Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques et auteur du réputé *Tsahal - Nouvelle histoire de l'armée israélienne* (Perrin, 2006) : « Il reste encore marginal, touchant certains états-majors et certaines unités aériennes, beaucoup moins les forces terrestres engagées sur le terrain et absorbant l'essentiel des conscrits, qui n'ont pas voix au chapitre. » Il y a aussi ces 6 000 réservistes qui ont signé une déclaration de soutien au gouvernement en affirmant leur engagement à défendre le pays.

Il n'empêche. La portée symbolique de cette insoumission est très forte, notamment parce qu'elle touche l'armée de l'air. « Un certain nombre de pilotes de chasse sont considérés comme des demi-dieux en Israël », souligne Pierre Razoux.

L'appui qu'ils ont trouvé chez les vétérans, y compris ceux qui servaient dans les services de sécurité, n'est pas non plus anodin. L'association Commandants pour la sécurité d'Israël, qui

rassemble près de 450 anciens haut gradés de l'armée, est ainsi vent debout contre le projet de Netanyahu. « Le gouvernement veut faire un putsch constitutionnel, explique anonymement l'un de ses membres, ex-général du Mossad. Il brise ainsi le contrat qui le lie aux réservistes, contrat qui repose sur la démocratie et un certain nombre de valeurs qui sont en train d'être violées. »

Même au sein de l'état-major et des officiers d'active, pourtant soumis au devoir de réserve, le projet de réforme provoque des remous. Le chef du Mossad a par exemple autorisé ses employés à participer aux manifestations. « Les officiers de l'armée israélienne sont légalistes et très attachés au respect de l'équilibre institutionnel, qui leur garantit que des minorités agissantes et très idéologues – les ultranationalistes religieux notamment – ne parviendront pas à des postes de responsabilité, ce qui mettrait en danger Israël et son armée en leur donnant des ordres contraires à leurs valeurs », souligne Pierre Razoux.

Cette fronde discrédite en tout cas le récit du gouvernement consistant à caricaturer les contestataires en « anarchistes » irresponsables. Ensuite, parce qu'elle a une résonance très forte au sein de la société, qui considère encore son armée comme un élément structurant de l'identité nationale, un creuset où les Israéliens de toutes origines et de toute mouvance se retrouvent.

Enfin, comme le chef d'état-major l'a signalé cette semaine, elle pourrait mettre en péril la défense du pays alors que le contexte est très inflammable, entre une Cisjordanie occupée au bord de l'explosion et l'Iran, proche du seuil nucléaire, où Israël menace d'intervenir.

Un colonel de réserve très respecté suspendu

Pour autant, l'exécutif reste à l'offensive. « Allez au diable ! », a lancé aux rebelles le ministre des Communications. Parallèlement, le très respecté colonel Peled, « un pilote de réserve issu d'une longue lignée familiale de héros de Tsahal », comme l'indique Pierre Razoux, a été suspendu de ses fonctions. « Cette agressivité montre qu'ils perdent leur sang-froid, qu'ils ont la trouille », assure l'ancien général du Mossad.

En attendant, Benjamin Netanyahu maintient son objectif d'acter la refonte judiciaire à la Knesset pour le 31 mars, avant Pessah, la Pâque juive. Et ensuite ? « Ce sera l'entrée dans une situation inédite, soupire, inquiète, notre source anonyme. La Cour suprême devrait invalider la réforme, qui elle-même invalide les décisions de la Cour suprême. À qui devront obéir les officiers du Mossad, du Shin Bet ou de Tsahal ? Ce sera le chaos institutionnel. » ●

ANTOINE MALO